

RDC : un candidat pour les présidentielles

Fait du jour

Transcription

Zéphyrin Kouadio :

La fin de l'attente en République démocratique du Congo. Joseph Kabila ne sera pas candidat à l'élection présidentielle du mois de décembre.

Marie Casadebaig :

Le camp du président congolais a attendu la dernière minute pour annoncer que son candidat serait en fait Emmanuel Ramazani Shadary. Un ancien ministre de l'Intérieur, un proche du chef de l'État. Cette annonce crée la surprise. Joseph Kabila est resté, jusqu'à aujourd'hui, très ambigu. Il n'a pas été précis sur ses intentions pour l'élection présidentielle. La constitution du pays lui interdit de présenter une nouvelle candidature, mais cette élection a été repoussée deux fois depuis la fin de l'année 2016, laissant penser qu'il voulait rester au pouvoir. Son camp a donc finalement choisi un dauphin, un successeur.

Son portrait par Alexis Guilleux.

Alexis Guilleux :

Emmanuel Ramazani Shadary est député congolais, élu en 2006 puis réélu en 2011 dans le Maniema, sa province natale. Un homme né en 1960 qui a participé à la création du PPRD [Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie] au début des années 2000, avant d'en gravir les échelons. Il a dirigé le groupe parlementaire à l'Assemblée. À la tribune, devant les députés, il est perçu comme l'un des membres les plus durs du parti présidentiel dont il est devenu le secrétaire permanent au début de l'année 2018.

Emmanuel Ramazani Shadary a aussi occupé des fonctions ministérielles : vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité entre 2016 et 2018. À ce titre, il est visé depuis 2017 par des sanctions de l'Union européenne (UE) pour violations des droits de l'homme. Officiellement en charge de la police et de la coordination du travail des gouverneurs provinciaux, l'UE le considère responsable de l'arrestation d'activistes et d'opposants ; d'usage disproportionné de la force et de mesures de répression contre les membres de l'organisation Bundu dia Congo à Kinshasa et dans l'ouest du pays. Répression également dans les Kasai dans le centre de la République démocratique du Congo.

Le dauphin de Joseph Kabila est donc une figure du régime. Il s'est d'ailleurs investi ces dernières semaines en parcourant le pays pour défendre le bilan et le projet politique de Joseph Kabila, projet qu'il devra désormais incarner d'ici le 23 décembre et la présidentielle congolaise.